LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 336
JEUDI 27 NOVEMBRE 1952
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3e Front International Révolutionnaire

INTERNATIONALE ANARCHISTE

L'INDOCHINE, tombeau de l'impérialisme français ?

Et pourquoi la lutte des peuples coloniaux ne serait-elle pas le prélude à la révolution sociale mondiale ?

La bataille qui fait rage en Indochine tourne très nettement à l'avantage des partisans du Viet-Minh. Les journaux, et parmi ceux-ci les plus colonialistes, les plus réactionnaires, ne pouvent plus cacher la vérité : le peuple vietnamien soulevé met l'impérialisme français à la porte !

Son La, capitale du pays thaï, est tombée aux mains des partisans. Les bandes colonialistes en ont été réduites à se fortifier sur le plateau de Na Sam. Na Sam prise, c'est tout le pays thaï qui sera libéré et Hanoï à peu près indéfendable.

Il semble que la forteresse de Na Sam ne saurait résister longtemps. Les colonialistes, isolés du delta, ne doivent les renforts, les vivres et les munitions qu'à un pont aérien à la merci des nuages ou du brouillard, comme ce fut le cas pour Nghia Lo. Par contre, les partisans avancent dans une région adaptée à leurs moyens. Ils disposent aussi de l'appui total de la population qui leur fournit les moyens de faire des stocks de munitions, des vivres en abondance, grâce aux dizaines de milliers de travailleurs de la population qui assurent le ravitaillement.

Nous pourrions dire, puisque le chute de Na Sam ne fait aucun doute, que dans un délai très court les Français vont être expulsés d'Indochine du Nord ou massacrés. Nous ne sommes pas aussi affirmatifs, car la situation des troupes américaines de Corée encerclées dans Fusan était bien autrement critique, et pourtant...

Mais la France ne dispose pas des ressources de l'Amérique. Dire que le peuple indochinois va réussir à se libérer, dans l'immédiat, nous ne le pensons pas, mais nous pensons par contre qu'il est capable de porter un coup mortel à l'impérialisme français.

C'est pourquoi il importe de faire tous les efforts possibles pour développer la lutte troisième front révolutionnaire, la lutte de soutien des travailleurs coloniaux, la lutte qui ronge les impérialismes sur leur propre terrain, la lutte des travailleurs du monde entier contre leurs exploiteurs, contre l'Etat.

PHILIPE.

Devenir Militant

NOUS avons tenté de dire ce qu'était la F. A., et tout dernièrement, à propos de son 57e anniversaire, ce qu'était son journal.

Pour en terminer, il est de première importance de préciser les rapports entre les affiliés de la F. A. et les lecteurs du *Libertaire*.

Sans doute, si les premiers sont moins nombreux, c'est que leur entrée dans l'organisation signifie une ferveur particulièrement intense, une volonté déterminée de lutte, une adhésion claire à des principes et à un mode d'organisation et de travail. Et la foi et les sacrifices que cela suppose ne peuvent être demandés à tous.

Mais entendons-nous bien : les militants de la F. A. ne sont pas des surhommes, et le don qu'ils font à l'organisation d'une part de leur temps et de beaucoup de leur énergie n'est pas un sacrifice quasi impossible. Eux-mêmes, les militants, sont bien conscients de faire encore trop peu et leur ambition est de devenir chacun un véritable exemple, d'être chacun capable de donner avec le maximum d'efficacité, si cela est un jour nécessaire, sa vie même.

Par contre, il n'est pas de petite besogne et une adroite et opportune réflexion d'un lecteur de notre *Libertaire* sur le lieu de son travail, dans un lieu public, a son importance. Passer son journal au voisin, le lire ouvertement, l'afficher, faire des abonnés, venir apporter sa solidarité dans un meeting, penser à la souscription, c'est déjà, militer.

Ainsi, mis à part le simple curieux dont il n'est pas question ici, chacun de nos amis agit, peu ou beaucoup, selon ses possibilités, son allant, son dynamisme, le degré aussi de sa conviction. Nous sommes tous partis sur la même route, vers l'avenir, mais nous n'avons pas tous parcouru encore les mêmes étapes. Nous sommes, en d'autres termes, tous militants, mais c'est à des degrés divers, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la F. A.

Et si, pour plus de précision, nous réservons le terme de militant aux membres affiliés de notre Fédération Anarchiste, nous pouvons formuler le vœu suivant : c'est que, comprenant la grandeur et l'absolue nécessité de la tâche que nous nous sommes fixée, comprenant que l'indifférence ou même que le don trop mesuré de soi-même est au fond un manque de solidarité et de conscience révolutionnaire, tout lecteur du *Libertaire*, tout sympathisant, tende à devenir, avec tous les engagements — et la vie exaltante — que cela comporte, un Militant.

LIB

LE PROBLÈME SARROIS

Ils ne se disputent pas 1.000.000 d'hommes mais 6.000.000.000 de tonnes de charbon

LE dimanche d'élections qui va clore la semaine en Sarre attire l'attention publique sur les problèmes de ce territoire.

Le Charbon

L'origine de l'affaire est simple. Elle se caractérise en un mot : le charbon. C'est de l'existence d'un important gisement houiller que proviennent tous les embarras politiques de la vallée de la Sarre. Reconnaissons à ce sujet la franchise forcée des gouvernements français qui ne cherchent plus à camoufler leur impérialisme sous une phraséologie patriotique. On a bien parlé un moment de Saarlouis, fondé sur ordre de Louis XIV et où naquit le maréchal Ney. Mais il fallut renoncer à ce canular un peu gros. Non, dès à présent toute politique de rattachement de la Sarre à la France avoue ses véritables mobiles : l'avidité des maîtres de l'économie française.

Le bassin de la Sarre intéresse particulièrement l'impérialisme français pour deux raisons : *primo*, c'est un gisement d'une étonnante richesse dont les réserves exploitables sont évaluées aussi importantes que le total de toutes les réserves métropolitaines françaises (environ 6 milliards de tonnes). Sa production annuelle qui déjà égale le 1/3 de la production française peut s'accroître encore considérablement. Par contre par rapport à l'économie allemande, la Sarre ne représente qu'une part beaucoup moindre de la production (1/10e) et des réserves de charbon (1/50e).

Secundo : le gisement houiller sarrois est avec son prolongement lorrain (Forbach, St-Avold), le complément naturel du minerai de fer de Lorraine. Les deux gisements ont constamment depuis 1871 été liés dans un même système économiques et, corrélativement, assemblés sous une même superstructure politique soit allemande (1871-1918 et 1940-45) soit française (1918-35 et 1946-52) sauf un court hiatus après le plébiscite (1935-40).

Le charbon sarrois revêt ainsi trois avantages considérables aux yeux des chefs d'industrie français :

Sa quantité sinon inépuisable du moins loin d'être en voie d'épuisement à l'inverse de celui du Nord et du Pas-de-Calais.

Sa qualité qui fait de lui une source importante de charbon à coke indispensable à la sidérurgie et manquant presque totalement en France.

Sa proximité qui lui confère une situation exceptionnellement favorisée.

Aussi dès que la conjoncture internationale le permit la France à deux reprises mit la main sur les mines de la Sarre chassant les propriétaires (concurrents) prussiens et bavarois pour créer en 1919 les « Mines Domaniales Françaises de la Sarre » dont un des directeurs d'exploitation fut vers 1930 M. Xavier de Gaulle, frère du général, et en 1947 la « Régie des Mines de la Sarre ».

Cette habile opération mettait au service de l'économie française une installation de 20 puits de mine (auxquels sont rattachées 3 cokeries et 4 thermo-centrales). Cet appoint fut de premier ordre comme le constatait l'ancien directeur général des Mines Babouin en déclarant : « C'est le charbon des mines de la Sarre cokéfié qui a permis en grande partie le développement important de la production sidérurgique française depuis la Libération ».

Paul ROLLAND.

(*Suite page 2, col. 4.*)

LE "DURCISSEMENT DE LA S.F.I.O."

Une escroquerie morale envers la classe ouvrière

Ce parti s'est démonétisé au fur et à mesure que son ascension vers le pouvoir s'est poursuivie

PEUT-IL être encore permis de pousser la démagogie à ce point, car si nous devions faire l'historique de la S.F.I.O., nous ne relaterions dans la suite des événements du combat ouvrier qu'une suite interminable de reniements et de trahisons de ce parti, qui se prétend ouvrier.

Il suffit pour se rendre compte que ce parti a perdu tout crédit de la part de la classe ouvrière de visiter quelques sections dans les quartiers ouvriers de Paris et de la banlieue rouge.

Ce parti s'est démonétisé au fur et à mesure que son ascension vers le pouvoir s'est poursuivie.

Est-il besoin de citer des dates ? La plus marquante n'est-elle pas 1914 ? La ruée socialiste vers l'union sacrée avec Poincaré, l'homme le plus chauvin qui fit assassiner 1.500.000 hommes pour reconquérir l'Alsace et la Lorraine, territoires de 1.000.000 d'habitants.

L'attitude de Jouhaux, la participation d'un Guesde et de quelques autres au gouvernement, ce à quoi d'aucuns retorqueront par l'assassinat de Jaurès, jetant sur l'homme une auréole un peu hâtive, car n'oublions pas et rappelons-le à la mémoire des amnésiques volontaires qu'en 1913 à la Chambre des Députés, Jaurès défendait « l'esprit de NOTRE armée », terme employé par lui-même, contre l'embrigadement des soudanais et des tirailleurs indigènes au sein de cette armée.

1936 : Blum trahissant la classe ouvrière une fois de plus. Devant la poussée populaire, son gouvernement est contraint d'accorder les quarante heures, les congés payés et avantages divers.

Certes, à son arrivée, il annonçait que les difficultés commençaient, mais il rassura assez vite le capitalisme, car il n'hésita pas à écrire dans un éditorial du « Populaire » que le parti socialiste était le gérant loyal du capitalisme ».

1939 : Une réédition de 1914.

1945 : La pseudo libération, qu'a fait ce parti en faveur de la classe ouvrière ? Rien ! Bien vite — et tous les partis dits ouvriers en portent la responsabilité — ils se sont dépensés à restaurer le pouvoir central, très gravement compromis par l'esprit organisationnel des maquisards.

1952 : La confiance camouflée accordée en mars à Pinay par l'abstention de ce parti avec le très démocratique désir de ne pas gêner l'expérience d'un réactionnaire. Est-ce que la classe ouvrière avait quelque chose

DESMARAIS.

(*Suite page 2, col. 6.*)

NOUS, nous n'oublions pas...

...A la réception de Franco à l'U. N. E. S. C. O. ...

MALGRE le contrôle serré effectué à l'entrée de l'U.N.E.S.C.O., plusieurs militants de la F.A. réussissaient, le jour du vote pour l'admission de Franco, à pénétrer dans l'enceinte de la conférence et à prendre place dans la partie réservée à la presse.

Ils purent ainsi, au moment opportun, faire entendre la voix de ceux qui se refusent d'admettre le régime de Franco comme représentant la culture, la science et l'éducation. Ils ont ainsi apporté et joint leur véhémente protestation aux hommes qui l'avaient précédemment fait entendre, devant l'attitude grotesque des représentants des quarante gouvernements qui allaient voter l'admission de Franco comme membre d'un organisme prétendant symboliser la Culture, la Science et l'Education.

Les militants anarchistes, par leur intervention, ont sans nul doute troubler bien des consciences mal assurées. Alors qu'un des leurs interpellait l'assemblée une nuée de tracts se répandaient sur les délégués interloqués.

Le lendemain, d'autres camarades anarchistes, trompant à nouveau la surveillance des gardes, parsemaient le hall de la conférence de tracts d'un nouveau genre.

Il est à noter que les anarchistes ont été les seuls en cette circonstance à manifester aussi ouvertement leur hostilité à Franco. La réaction des partis dit de gauche est à cet égard en-dessous de tout, la mollesse de leur réprobation doit être un enseignement de plus pour la classe ouvrière, victime du franquisme.

Si cette nouvelle recrue ne rehausse pas la valeur de l'U.N.E.S.C.O. c'est, d'autre part, une bien piètre victoire pour Franco d'entrer dans un « édifice » qui s'effondre. Car l'U.N.E.S.C.O., comme l'O.N.U., est aujourd'hui virtuellement morte. La démission de son président Torrès Bodet lui donne le coup de grâce.

Pourri d'avance, cet instrument américain ne peut plus, désormais, devant les préparatifs et les risques de guerre de jour en jour accrus, jouer son rôle de trompe-l'œil. Vouloir représenter la Culture, la Science et l'Education, alors que l'on s'apprête à la barbarie, est une anomalie un peu grosse. Cela ne pouvait tromper plus longtemps les naïfs qui s'y étaient, au début, laissés prendre.

L. B.

...Il y avait aussi la Délégation de la F. A. !

Le procès de Prague ouvre l'ère de l'antisémitisme chez les Staliniens

EDITES pour la première fois en 1936-38 « Les procès de Moscou » sont réédités périodiquement et chaque fois dans un pays différent du glacis stalinien. Les personnages variant seulement, les juges d'hier jouant bien souvent le rôle des accusés du jour, « ces procès » n'intéressent plus, n'émeuvent plus.

Alors que la presse bourgeoise ne commet jamais l'oubli de relater le fait — il y a toujours pour elle une jouissance morbide d'étaler la pourriture de l'adversaire — c'est pour nous, toutes les fois, un accablement, non pas celui de voir des hommes abandonner toute dignité, les compères des procès juges et victimes, ne nous intéressent pas, mais l'accablement de voir cet immense drame, l'horrible, l'hallucinante expérience du stalinisme se perpétuer, fonctionner toujours impeccablement.

La Tchécoslovaquie connaît à nouveau un procès « des traîtres à la nation ». Clementis et Slansky tous deux personnages importants du parti stalinien local sont accusés d'espionnage au profit de l'impérialisme américain ; et comme toujours les accusés se reconnaissent coupables de tous les crimes de la terre. Ça n'apporte rien, l'histoire est connue.

Il reste intéressant encore cette fois de constater que la période choisie pour ouvrir le procès est celle d'une situation critique de l'économie du pays.

Cette situation grave que traverse la Tchécoslovaquie a certainement des raisons diverses mais le facteur principal incombe à la rigidité politique du Kremlin, aveuglé par un centralisme sans bornes. Il suffit que des militants s'insurgent contre cette incompréhension des problèmes que pose chaque pays, voire chaque région pour qu'un procès pour haute trahison soit ouvert contre eux.

Staline donne toujours tort à la réalité. Là est certainement l'explication des procès. La situation géographique des pays ainsi que la popularité du leader n'a permis qu'une seule fois, et pour Tito, une rebellion ouverte de tout le parti contre la souveraineté de Staline.

Mais ce qui est autrement nouveau dans ce procès, c'est l'effrayante réapparition du mobile principal de l'agitation politique du nazisme : l'antisémitisme.

L'accusé numéro un du procès de Prague, Slansky, est un israélite de langue tchèque à qui il est reproché d'avoir protégé des organisations juives sionistes et tous ses complices sont des Juifs, agents des ennemis du peuple et de l'impérialisme américain, saboteurs économiques et assassins des vrais fils du peuple, maintenant héros nationaux comme ce Jean Sverma tué en 1944.

Hitler avait condamné les Juifs, tous les Juifs sans distinction d'opinion et de situation sociale. Il les accusait d'être tous au service de l'impérialisme et du bolchevisme. Staline ne pouvant, sans faire tomber son paravent socialiste, déclarer ouvertement l'extermination des Juifs a simplement changé les termes d'antisémitisme par antisionisme.

Il est certainement vrai qu'Israël soit le jouet des U.S.A. mais sinon autant, surtout pas plus que tous les autres pays du camp américain. Mais, comme Hitler, Staline a compris toute la puissance, pour l'agitation politique du ressort anticapitaliste des masses qu'est l'antisémitisme.

Pour le peuple écrasé, abruti, les **termes employés importent peu, le dé**rivatif lui est offert et le Juif reste la cause de sa misère.

Les fours crématoires doivent déjà fonctionner en Oural et en Sibérie, peut-être aussi à nouveau ceux qui n'ont pas été détruits en Allemagne.

Si la sociologie explique l'antisémitisme et enlève beaucoup d'illusions pour l'éducation des masses sur ce problème qui ne peut être résolu définitivement qu'avec un changement des structures sociales et des rapports nouveaux entre les hommes, nous sommes consternés de voir renaître, relancer par une politique gouvernementale, un mal pour lequel des milliers d'hommes et beaucoup de staliniens sont morts espérant le voir à jamais disparu.

L'antisémitisme de Staline n'est, malgré cela, pas nouveau, il le pratique depuis longtemps en U.R.S.S., des documents irréfutables le prouvent maintenant mais il sut le camoufler.

Il s'engage ouvertement à présent, à l'extérieur, dans cette agitation d'assassins politiques et a bien choisi l'endroit: cette Europe centrale dévorée depuis longtemps par ce mal social qu'est le sentiment antijuif.

René LUSTRE.

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

CRI D'ALARME

U.N.E.S.C.O.

MALGRE la protestation unanime des syndicats de l'enseignement, le gouvernement de Pinay aux ordres de Washington a imposé aux délégués français le vote pour l'admission de Franco à l'U.N.E.S.C.O.

L'U.N.E.S.C.O. est morte ! Rappelons ici que quelques délégués de divers pays dans cet organisme étaient sincères. Les brochures éditées étaient parfois très bonnes. Un seul argument pouvait jouer en faveur de l'Espagne : la diffusion de ces brochures intéressantes au-delà des Pyrénées !

Franco va pouvoir maintenant distribuer la documentation de l'U.N.E.S.C.O. à sa police et à ses curés qui s'empresseront de mettre ces textes « subversifs » au feu. Les intellectuels honnêtes qui sont encore à l'U.N.E.S.C.O. doivent au plus vite plier bagages et s'en aller !

Budget

L'ENSEIGNEMENT français est bien malade. Peu de députés avaient daigné se déplacer pour la discussion du budget de l'éducation nationale. La question était réglée d'avance.

« *C'est un véritable* CRI D'ALARME *que notre Commission de l'Education Nationale veut lancer aujourd'hui* », s'est écrié M. Schmittlein au cours de la première séance. Le cri n'a pas été entendu. La discussion est restée vaine et sans relief. Nécessité oblige ! On ne peut faire à la fois des canons et des hommes libres, car les hommes libres ne savent pas se servir des canons. M. André Marie a fait de belles phrases et un peu d'arithmétique (il n'est pas de science plus fausse, quand il s'agit de budget). Il n'a pas dit que l'enseignement technique a refusé cette année 10.000 élèves, il n'a pas insisté sur le fait qu'il y a chaque année 25.000 élèves de plus pour le secondaire et qu'on ne saura plus où les loger dès l'an prochain, il n'a pas parlé des étudiants qui sont à la rue. Par contre on a discuté des vieux fauteuils à remplacer à la présidence du Conseil et au Conseil supérieur de la magistrature. Mme Rachel Lempereur, sans rire, a fait remarquer que la « dignité du pays » dépendait de ces fauteuils !

On a monté une jolie comédie et le dernier acte tragique a établi que l'Education nationale devra se contenter de 236 milliards. On a même précisé qu'il y avait une augmentation de 18 % sur l'année dernière, ce qui ne signifie pas grand'chose par les temps qui courent ! (1).

Petite suite à la loi Barangé

EN même temps qu'on votait le budget, on votait 177 millions pour les bourses de l'enseignement supérieur libre. L'Etat qui s'écroule sans gloire au milieu de l'apathie de ses « serviteurs » a besoin de Dieu pour se maintenir. Il joue sa dernière carte. L'Etat a besoin de Dieu et Dieu a besoin de l'Etat, mais les petits services qu'on se rend ainsi sont payants. C'est une des significations de la loi Barangé que l'on néglige ordinairement (2).

Action des Étudiants

EN dernière heure, nous apprenons que les dirigeants de l'U. N. E. F. se sont laissés endormir par les déclarations mielleuses d'André Marie. Les étudiants se résigneront-ils aux consignes de leurs dirigeants ? Les étudiants libertaires, eux, inciteront leurs camarades à des manifestations pour ce jeudi 27 novembre et, faisant fi des promesses d'un ministre, lutteront contre l'insuffisance des crédits alloués pour les constructions scolaires et pour la gestion directe de toutes les œuvres estudiantines.

Michel MALLA.

(1) *Lisez le* Journal officiel *du 8 novembre et celui du 9 novembre, vous serez édifiés sur le sérieux avec lequel les députés ont abordé la question du budget de l'E. N.*

(2) *On peut lire, à ce sujet, l'ouvrage extraordinaire de clairvoyance de Michel Bakounine : Dieu et l'Etat.*

Le problème sarrois

(*Suite de la première page*)

L'acier

D'ailleurs l'excellente affaire que représentait la Sarre ne se bornait pas pour le capitalisme français à l'obtention de charbon sans devises étrangères.

Aux 17 millions et plus de tonnes de houille produites en 1952 peuvent s'ajouter les 2,5 millions de tonnes d'acier.

Aux 60.000 ouvriers des mines s'ajoutaient les 30.000 autres des aciéries. Ces aciéries sont fortement concentrées en quatre principales entreprises dont 40 % des actions dépendaient avant la guerre de la famille des Krupp sarrois : les Roechling dont le fief était avant tout à Voeklingen. Herman Roechling condamné pour crimes de guerre à 10 ans de prison en fit moins de cinq et fut relâché comme son confrère westphalien l'année dernière. Cependant la France s'attribuait à titre de réparations 60 % de ses avoirs (1) et faisait marcher sous administration séquestre les installations de Voelklingen de loin les plus importants de la sidérurgie sarroise :

19 hauts fourneaux sur 30, 17 fours Thomas sur 20, 11 fours Martin sur 15.

D'autre part l'inclusion de la Sarre dans la zone monétaire française constituait une extension de l'influence des banques françaises (surtout B.N.C.I. et Crédit Lyonnais) et permettait de réaliser des investissements d'un amortissement aisé comme les deux tranches de 12 milliards de francs chacune consacrée à la reconstruction puis au développement des mines sarroises.

Enfin les Sarrois eux-mêmes constituent un marché d'environ 1 million de consommateurs, d'un niveau de vie assez élevé qui offrent un débouché non négligeable à la production française surtout alimentaire (les achats sarrois en France d'articles alimentaires sont évalués annuellement à 20 milliards de francs) et textile.

Les Hommes

A côté du jeu des puissants intérêts économiques français qui se sont partagé le gâteau sarrois quel rôle a été laissé aux habitants de cette région ? Leur caractère allemand étant aussi indiscutable qu'indiscuté il fallut renoncer tout de suite à la politique d'annexion à la France et d'assimilation.

Les étapes du détachement de l'Allemagne suivirent une gradation subtile : établissement d'un cordon douanier entre la Sarre et le reste de l'Allemagne, puis remplacement du Reichsmark par un Saarmark suivi du remplacement de cette monnaie elle-même par le franc et enfin octroi d'une Constitution au territoire impliquant son Union douanière et monétaire avec la France. Les Allemands de Sarre se virent ainsi dotés un beau matin d'un gouvernement, d'un parlement, d'un drapeau national bleu, blanc, rouge, comme par hasard, et pourquoi pas ? d'une force de sécurité dotée d'uniformes tout neufs. Ah, mais ! Pour que le parlement fonctionne on fit naître des partis sarrois: catholique (C.V.P.), socialiste (S.P.S.) et communiste (K.P.S.). Le chef du parti catholique M. Hoffman devint président du Conseil et vint prendre place dans l'Olympe de l'Europe vaticane aux pieds de Adenauer, Schuman et Gasperi avec ses collègues belge et autrichien. Il y avait bien un quatrième parti le « démocrate » (D.P.S.) mais ayant eu le mauvais goût de se prononcer contre le statut en vigueur du territoire il fut immédiatement interdit sous prétexte que ses dirigeants étaient d'anciens nazis — comme si ceux des autres partis étaient autre chose. Depuis, tous les nouveaux partis ne purent être autorisés qu'en raison de leur attachement à la Constitution séparatiste ce qui fait qu'un seul vit le jour, un deuxième parti catholique (D.V.P.) rival du premier alors que les sections sarroises des partis allemands (S.P.D., C.D.U., etc.) se voyaient interdits. La consultation électorale qui se prépare ne peut dans ces conditions permettre aucun vote hostile au régime installé. Régime imposé directement par la puissance tutélaire étrangère incarnée par le gauleiter français Grandval dont les sympathies R. P.F. sont bien connues.

Une semaine critique

Notons que la campagne électorale se déroule dans une atmosphère particulièrement trouble d'oppression politique : partis prohibés, journaux interdits, opposants proscrits deviennent choses coutumières en Sarre.

A ces exactions (2) s'ajoutent la destitution arbitraire du président du Syndicat des cheminots et de la Fédération Syndicale Unitaire Sarroise Paul Kutsch en raison de ses opinions pro-allemandes, ainsi que la mort subite et mystérieuse d'un candidat de l'opposition...

Travailleurs allemands de Sarre ne votez pas.

Ne participez pas au carnaval de dimanche prochain, ne faites pas le jeu des politiciens ambitieux et des impérialistes rapaces.

Pensez seulement qu'il est rassurant de voir les capitalistes d'Europe s'entre-déchirer sur la scène internationale plutôt que de s'accorder pour nous envoyer tous travailler et mourir pour la construction de ce nouvel ordre européen dont ils nous parlent tant et que le jour viendra proche où vous pourrez mettre à profit leurs dissensions pour saisir cet appareil économique dont ils se disputent si fort la possession.

(1) H. Rœchling ayant réussi à garder les 40 % restant, les négocia depuis en accord avec la « Bethleem Steel Co » second trust américain de l'acier.

(2) Les règles les plus élémentaires de la démocratie bourgeoise sont si ouvertement violées et surtout si près des frontières (encore si c'était en Afrique!) que le *Figaro* lui-même par la voix de Schlumberger s'est ému du scandale.

LE "DURCISSEMENT" DE LA S. F. I. O.

(Suite de la première page)

à attendre d'un gouvernement de droite et même de gauche ? Tous les ouvriers, hélas, n'ont pas perdu toutes leurs illusions. Après neuf mois de présence d'un Pinay les ouvriers peuvent juger de l'expérience et remercier la S.F.I.O.

Aujourd'hui elle veut se redonner des grands airs de puritaine. La nostalgie du pouvoir se fait sentir. Les Moutet, les Moch, les Mayer, les Mollet, veulent de nouveau sévir.

Ça les ennuie ces vertueuses dames patronnesses de la S.F.I.O. de voir un Letourneau faire un sale turbin en Indochine, alors qu'un Moch — le bien nommé .. est tout indiqué pour cela et s'est déjà fait la main sur d'autres coloniaux et sur des grévistes de ce pays.

Allons, la S.F.I.O. est en pleine effervescence, elle cherche les moyens de renverser, sûrement pour assurer la rotation des places, désir si cher à Jean-Paul David de « Paix et Liberté », le gouvernement Pinay, prête à n'en point douter, à collaborer avec ce dernier s'il n'est pas possible autrement.

La classe ouvrière n'a rien à attendre de ce parti invertébré. Une nouvelle ascension de ce parti au pouvoir, signifierait une nouvelle trahison, et la continuité de l'escroquerie morale dont ce parti se rend coupable envers le prolétariat.

Le véritable socialisme est libertaire et les militants de la Fédération Anarchiste en sont les dignes et conscients propagateurs.

L'assainissement du commerce ou l'assèchement des océans

NOUS avons un ministre du Commerce et de l'Industrie qui n'y va pas par quatre chemins. Rien ne l'effraie. Et pour preuve, ne vient-il pas de déposer devant le Conseil d'État, trois projets de loi pour l'assainissement du commerce ? Rien de plus, certes, mais avouez que le morceau est gros.

Certaines mauvaises langues vous diront que ledit ministre s'y connaît et, qu'étant de la partie, il n'en ignore aucune ficelle.

Malheureux Louvel, tu prépares ton suicide.

En attendant ta fin, voyons tes projets. Le premier concerne une modification du registre du commerce, le second, une réglementation des gérances libres, le troisième, un renforcement du contrôle. Un point, c'est tout.

Nous avions remarqué tout à l'heure la frousse du margoulin du coin. Ces histoires d'assainissement ne l'enchantaient guère.

— Qu'est-ce qu'un ministre vient mettre le nez dans nos affaires ?

— Et la Liberté du commerce ? (avec un grand L).

Le commerçant bouffi était écarlate de colère, l'émacié était blanc neigeux.

Cela n'a pas duré longtemps, le temps de réception d'une circulaire du Syndicat des mercantis les avertissant qu'il n'y avait rien à craindre. Il faut bien de temps à autre justifier les fonctions d'un ministre et de la kyrielle de fonctionnaires.

Ca c'est calmé, mais pas assez vite.

Qu'est-ce que le client a pris pendant ce laps de temps !

— Les affaires sont dures.

— Nous sommes honnêtes dans le commerce.

— J'ai fait la guerre, MOI, monsieur.

— J'ai la Légion d'honneur au titre du Commerce et de l'Industrie.

— Nous voudrions être ouvriers, nous aurions bien moins de soucis.

— C'est de la faute aux communistes qui font des grèves.

Le bla-bla-bla courant.

Tous ces grands mots : loyauté, probité, honnêteté, ça sonnait faux dans la boutique de l'épicier, du boucher, du B.O.F., du marchand de couleurs, du libraire, du chausseur, etc., etc...

On s'en doutait un peu à l'avance, la réforme dite d'assainissement n'était pas bien méchante. Le ministre, dans ses projets, a fermé les yeux sur la part des bénéfices scandaleux, sur la double comptabilité, sur le non-règlement des cotisations patronales à la Sécurité sociale, sur les achats sans factures, etc.

Commerçants, dormez tranquilles, vous êtes des électeurs et les députés vous protègent. Entre gens d'un certain milieu, on se doit le plus sûr soutien. Vous lisez « Le Figaro », « l'Aurore », celle-ci, c'est le bouquet, et puis « l'Humanité » très jalouse du précédent, etc., c'est à qui défendra le commerçant.

Alors, mercantis en tous genres, pas de vaines colères. Ne vous alarmez pas à l'énoncé des grands mots d'un ministre. L'assainissement du commerce, ce serait, pour nous, votre disparition complète. Pour un ministre, c'est de parler, pour ne rien dire, d'agir pour ne rien faire.

L'assèchement des océans est impossible, pas plus d'ailleurs que l'assainissement du commerce en régime capitaliste.

L'honnêteté est une qualité ouvrière.

René GERARD.

Il n'y a pas de scandale du chauffage... IL Y A LE SCANDALE DU RÉGIME...

LA Ville de Paris est propriétaire d'immeubles totalisant environ 80.000 logements. Pour administrer ces immeubles, la Municipalité a eu recours à quatre sociétés « spécialisées » dans la gérance (?). En bons gestionnaires capitalistes, ces sociétés ont fait de ces immeubles des mines d'or et, une fois de plus, les usagers ont fait les frais de cette gestion libérale en enrichissant tout un monde « d'honorables gredins », M. Bergerot en tête, président de la C.I.P.A.G. (Compagnie Parisienne de Gestion).

Non contents de tirer sur les loyers un bénéfice légal, ce qui, pour nous, est déjà de trop, ils ont, contrairement aux conventions et engagements pris, tiré un bénéfice sur la prestation de chauffage, ce qui leur rapportait chaque année un bénéfice supplémentaire de plusieurs centaines de millions de francs. Songeons que, parmi les locataires frustrés, il y a un grand nombre de salariés déjà exploités dans tous les autres domaines.

Découverte et dénoncée par un locataire s'intéressant particulièrement à la question, cette affaire, parmi tant d'autres affaires semblables ignorées, est aujourd'hui publiquement étalée.

Seulement, nos techniciens de la gérance ont plus d'un tour dans leur sac et le régime de la libre exploitation est plein d'issues pour les gens de leur acabit. La société de gestion, dont les comptes ont jusqu'ici été épluchés, contourne la difficulté et se met à couvert en confiant le soin de chauffer ses immeubles à une compagnie de distribution qui, elle, n'étant liée par aucun engagement, triple purement et simplement les « bénéfices frauduleux » de la société gérante.

En somme, on introduit un larron de plus, on pressure davantage l'usager et on se partage le butin. Ceci n'est pas nouveau, les Topazes du Conseil municipal en savent quelque chose.

Un procès peut bien avoir lieu, ceux-ci condamnés même, en supposant que leurs complices « en haut lieu » les abandonnent, cela ne changera rien à rien. Deux ou trois Bergerot d'écartés ou sacrifiés aux dieux du libéralisme et d'autres naissent immédiatement, ça pousse en régime capitaliste comme des champignons sur le fumier, c'est le terrain qui est propice aux parasites.

Il est utile d'informer en passant le locataire que tous les propriétaires suivant cet exemple font un bénéfice sur le chauffage de leurs immeubles, ce qui est d'abord illégal, et font payer chaque année à l'ensemble des locataires de France des dizaines de milliards qu'ils ne devraient pas débourser.

Comme nous le disions plus haut, c'est le système qui est en cause. La classe laborieuse est grugée ainsi de tous côtés, sans s'en rendre compte la plupart du temps. C'est une chose qui ne se produirait pas en société libertaire, car les gestionnaires seraient mis en place et contrôlés par les intéressés et n'auraient pas la possibilité, donc pas la tentation, de tirer d'avantages économiques sur leurs semblables.

L. B.

Grève électorale

Il est significatif de constater qu'à une élection complémentaire au Conseil municipal de la petite commune rurale de Vinzelles près de Thiers, un nombre infime d'électeurs se sont dérangés.

En effet au dernier tour de scrutin, nous apprenons que seulement 27 électeurs se sont présentés aux urnes sur 272 inscrits (moins de 10 %) et les 7 conseillers municipaux ont été élus par 6 à 15 voix au maximum. Quelle misère pour les partisans du système ! Quant à nous, anarchistes, nous ne pouvons que nous en réjouir.

Lors du premier tour, les chroniqueurs locaux se lamentaient du peu d'empressement manifesté par les électeurs ; par contre, au dernier vote après ballotage, quoique la proportion des votants fut encore moindre, craignant sans doute le ridicule, les critiques se sont abstenus.

Les travailleurs de la plaine de la Limagne sont désormais convaincus que leurs édiles locaux, à quelque étiquette qu'ils appartiennent, ne peuvent guère œuvrer pour l'amélioration de leur sort de plébéiens, gauche ou droite, blanc bonnet et bonnet blanc. Si leur bon sens paysan les a amenés à ce geste de protestation contre le régime de gabégie que nous subissons, à nous de leur faire comprendre qu'il est d'autres activités à déployer pour leur émancipation et nous nous y emploierons.

DUGNE.

Une militante disparait

Notre camarade Micheline Emery est décédée subitement dans la soirée du 18 novembre.

Jeune encore, — elle venait d'avoir 30 ans — Michèle avait déjà été rudement secouée par la maladie.

Etait-ce parce qu'elle se sentait plus faible que nous, ou parce que nous la ménagions dans les tâches militantes, qu'elle tenait à dépasser, dans le travail bénévole de la permanence, ses possibilités ?

Une heure tardive la surprenait souvent à la machine à écrire, à taper des circulaires, des lettres. Elle voulait être aussi de ceux qui par tous les temps, vendent et collent le journal.

Michèle n'est plus parmi nous dans notre lutte, dans nos difficultés journalières que nous impose notre idéal du vrai communisme, mais elle restera un exemple de persévérance pour tous.

Le Comité National de la Fédération Anarchiste

SOUSCRIVEZ AUX 200 FR. DU «LIB»...

CURNONSKY-LE-ROI-DE-LA-GUEULE ou l'art de bien manger quand des millions d'hommes crèvent de faim

ON a reparlé ces derniers temps, dans divers journaux, du « prince des Gastronomes » Curnonsky, et tous de fêter le « zélé défenseur du tourisme culinaire » de France. D'aucuns s'étonneront peut-être que nous nous occupions d'un sujet en apparence futile mais il nous semble indispensable de préciser de temps à autre, le rôle proprement abject, et nous pesons le mot, de ces personnages si sympathiques d'aspect, avec leur bonne trogne et leur nez rouge.

Car ne nous y trompons pas, un Saillant-Curnonsky par exemple, est tout d'abord un excellent valet du chauvinisme français. Personne ne se méfie d'un « roi de la bouche » et pourtant l'homme est de toutes les réceptions officielles et connaît bien les pantins qui s'y trouvent. On le respecte, on le vénère, il préside tel ou tel banquet, il parle, la bouche pleine, du « goût français » de la cuisine française, de « notre » culture en somme ? Pour tout dire, le monsieur fait partie du patrimoine national et la « Mer » de Debussy n'aurait pas, pour un homme de goût les résonances profondes d'un rot de Curnonsky enregistré sur disque microsillon.

Il est difficile de déterminer ce qui étonne le plus dans ce genre d'individu : le degré de servilité ou l'absence de pudeur ? Sur ce dernier point, mentionnons au passage un tandem tristement connu du « grand » monde entier et certainement du « roi de la bouffe » : le ménage Windsor. Ceux-là aussi représentent leur pays et, poches sous les yeux en bataille, coupe de champagne en main, ils font gaillardement leur travail de commis-voyageurs en distinction « made in England ». A part peut-être ce léger distinguo d'avec Curnonsky, tous ces braves gens se signalent à l'humanité par une fainéantise à toute épreuve doublée d'un cynisme laissant rêveurs les naïfs que nous sommes. Mais oui, on n'a pas idée ! Vouloir créer une société où tous travailleraient, tous seraient utiles et **tous mangeraient ? ?**

Il est évident que si tous les hommes avaient leur part, le pauvre Curnonsky ne pourrait plus s'empiffrer comme quatre. C'est bien pourquoi il ne peut être qu'un des meilleurs défenseurs de l'ordre présent, d'une société où l'on peut voir des vieillards se pendre de désespoir (cela arrive tous les jours, M. le prince des Gastronomes, lisez les journaux) parce qu'ils n'ont plus de quoi subsister. Mais j'y pense, M. Curnonsky a dû certainement gagner beaucoup d'argent avec son tube digestif, qu'il voyage... aux Indes, par exemple : là il pourra faire des conférences sur « l'art du bien manger » après s'être frayé un chemin dans les rues à travers les monceaux de cadacadavres des habitants morts de faim.

CHRISTIAN.

CHARLES MAURRAS

IL est mort. La bourgeoisie la plus répugnante, celle du centre ou de ce qu'on pourrait appeler la droite modérée, la plus répugnante et la plus hypocrite, lui avait voué une haine tenace. C'est qu'il avait toujours été le non-conformiste au sein de la droite, celui qui dérangeait les habitudes et le confort intellectuel des classes qu'il défendait et qui ne pouvaient continuer à sombrer dans l'hébétude.

Ils se sont acharnés sur lui, lui attribuant tous les crimes auxquels ils avaient participé.

Il faut reconnaître qu'il leur aura tenu tête jusqu'au bout.

Nous n'avons rien à dire ici de l'écrivain, nous laissons cela à ses fidèles qui trouvent là un moyen de camoufler la profonde indigence des opinions qu'il défendait, ou à ses ennemis bourgeois justifiant ainsi l'émotion feinte qu'ils affichent devant son cercueil.

Maurras pouvait affirmer à ses juges qu'il était innocent : il l'était par rapport à leurs conceptions bourgeoises, et ce ne fut entre eux qu'une querelle de clans, une querelle entre réactionnaires, entre patriotes sanglants.

Mais nous voudrions rappeler, par contre, l'insolence avec laquelle lui et ses amis réclamèrent sa liberté : nous ne pouvons oublier nos camarades emprisonnés, déportés, en particulier dans le sud de la France, et nous savons que les appels hystériques du sinistre vieillard en faveur des répressions ne furent pas pour rien dans les décisions du gouvernement de Vichy.

Nous gardons nos pleurs pour nos frères et notre haine pour la haine réactionnaire ne peut faiblir parce qu'un bourreau vient de disparaître.

LYON

Fête Familiale

Les groupes de Lyon organisent une matinée artistique le dimanche 7 décembre 1952, à 14 heures, dans la Salle des Fêtes du Café de la « Jeune France », 10, rue du Palais Griblet.

AU PROGRAMME :

Le célèbre virtuose Jou-Jou et sa compagne, élève du bien connu Boccage.

De nombreux numéros de music-hall, etc...

Amis et sympathisants, venez nombreux passer une agréable après-midi, dans la joie, dans l'entrain, parmi l'art et l'esprit.

L'École du consommateur

MAITRE ET APPRENTI

« Non seulement pour son travail personnel, mais aussi pour celui de son apprenti, qu'il ne paye que 25 francs de l'heure, mon peintre m'a réclamé 180 fr. de salaire horaire sous prétexte que son compagnon avait le même rendement qu'un ouvrier ordinaire. »

(*Le Monde*, 6-11-52.)

DU JAMBON UN PEU SALÉ

« Mon boucher tue récemment un porc chez un voisin. Il emporte un des jambons à 300 francs le kilo. Je prends l'autre au même prix. Après salage, séchage et fumage, mon jambon me revient à 437 francs le kilo. Le boucher le revend en boutique 800 francs... »

(*Le Monde*, 6-11-52.)

DE LA FERME A LA VILLE

« J'ai envoyé de Maine-et-Loire à Paris deux cageots de poires pesant chacun 14 kilos et comptant quarante fruits. Le transporteur m'a pris 622 francs alors que je vends ces poires 15 et 20 francs le kilo aux marchands qui passent chez moi. J'aurai donc pendant une année bêché et fumé la terre, taillé et émondé mes arbres, cueilli et emballé mes fruits, pour un gain inférieur à celui du transporteur, réalisé en deux jours. »

« Les cultivateurs ne font pas eux-mêmes les prix de leurs marchandises, mais toujours les marchands et les courtiers qui sillonnent nos campagnes. »

(*Le Monde*, 6-11-52.)

COMMUNIQUÉS DE GROUPES

1re REGION

LILLE. — Réunion du Groupe et Service de librairie tous les samedis de 19 h. à 20 h. Café Alphonse 13, rue du Molinel.

2e REGION

MONTREUIL-BAGNOLET : Permanence du groupe le dimanche 30 novembre de 10 h. à 12 h. et de 15 h. à 17 h., Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris à Montreuil. Cotisations. Activité du groupe.

8e REGION

ANNECY. — Adressez toute communication concernant Annecy et le département, et pour toute demande de renseignements, écrire à Tagarian Etienne, à Veyrier-du-Lac (Haute-Savoie).

10e REGION

ARIEGE. — Les camarades de l'Ariège sont informés qu'ils peuvent entrer en contact avec le camarade Roger Rouja, à Bordes-sur-Arize (Ariège).

TOULOUSE. — Réunion premier, troisième, cinquième vendredi, à 21 heures, salle Montoyol, 17, rue de Rémusat. Tous les dimanches matin, vente à la criée, angle rue Saint-Bernad, à Saint-Sernin, Librairie face 71, rue du Taur.

11e REGION

MONTPELLIER. — Les camarades adhérents et sympathisants peuvent prendre contact avec les responsables du Groupe de Montpellier, tous les samedis de 16 h. 30 à 18 h. au local situé 21, rue Valat.

Le groupe fait savoir que les journaux espagnols « Solidoridad Obrera » et « C.N.T. » seront mis en vente au kiosque à journaux situé rue St-Guilhem (en bas à droite) à partir de samedi 15 novembre.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

A la C. G. T.

La campagne des salaires cède la place à la campagne pour le recrutement

DANS son numéro du 15 novembre, *le Peuple*, organe officiel bi-mensuel de la C.G.T., consacre ses quatre premières pages à l'affaire Le Léap. Quant à la campagne nationale pour l'augmentation des salaires, traitements, pensions et retraites, lancée il y a trois mois par les responsables syndicaux, on la trouve reléguée à la page huit.

Pourquoi une telle différence de proportion entre l'affaire Le Léap et la campagne des salaires ?

Lucien Molino, membre du bureau confédéral, nous en donne la réponse en page six :

« Le bureau confédéral souligne en toutes occasions la nécessité du *renforcement des organisations syndicales* comme un des moyens les plus importants *pour l'application des décisions prises par les organismes dirigeants* de la C.G.T. à tous les échelons.

« Au cours de la *campagne pour l'augmentation des salaires*, traitements, pensions et retraites, la C.A. du 13 août affirmait avec force que la *vérification* des mesures administratives et d'organisation permettrait de mieux connaître l'état d'organisation et de prendre ainsi les décisions qu'exige la situation. »

Si l'on songe que cette vérification des mesures administratives et d'organisation — autrement dit l'examen pratique et systématique sur la situation de la C.G.T. — recommandée par la C.A. le 13 août n'est pas encore terminée dans les unions locales et à plus forte raison dans les fédérations, on finit par conclure que la C.G.T. n'est pas pressée de faire le point pour prendre les décisions qu'exige la situation syndicale.

Mais pour quiconque sait lire, il ressort que l'état actuel d'organisation de la C.G.T. ne permet point l'application des décisions prises par les organismes dirigeants concernant la campagne des salaires.

Il est question d'ores et déjà de faire non pas campagne pour les salaires mais campagne pour le recrutement.

A ce sujet voici les consignes données par Lucien Molino :

« Quelques résultats intéressants nous ont été signalés mais nous devons constater que cette importante question du recrutement n'est pas encore le souci permanent de nos militants. Les bulletins d'U.D., les journaux fédéraux, journaux d'usine, en général, ne traitent pas de cette question.

« Il faut pallier cette faiblesse et poursuivre systématiquement cette campagne dans tous nos journaux, en ayant le souci d'organiser le recrutement et de poursuivre les efforts. »

Lucien Molino donne aussi un conseil :

« Initiative à développer. — Faire des remises de cartes solennelles aux cours de vins d'honneur, soirées artistiques, inviter les familles, où les vieux syndiqués seront mis à l'honneur. »

Certes ! les généraux de la campagne des salaires avaient vu grand mais les troupes ne sont plus assez nombreuses. Les travailleurs cégétistes, lassés par les batailles pour la libération d'Alain Le Léap, pour la convocation de la commission supérieure des conventions collectives, pour la préparation du congrès des peuples, aux prises avec le chômage, les licenciements, coupés des autres travailleurs que la politique du P.C.F. au sein de la C.G.T. a rendu méfiants, perdent confiance et viennent grossir de plus en plus la masse des inorganisés.

Telle est en fin de compte la situation en cette fin d'année 1952.

Il est permis de se demander si les vins d'honneur et les soirées artistiques renforceront la C.G.T. en 1953 au point de remporter la victoire sur les salaires. Nous en doutons.

Ce sont les méthodes des dirigeants de la confédération qui sont seules en cause. Ce sont ces méthodes qui, mieux que F.O., réduiront finalement la C.G.T. à son squelette stalinien, et cela malgré les campagnes de recrutement les mieux organisées.

Serge NINN.

La productivité en système capitaliste, c'est

l'augmentation de l'exploitation de la classe ouvrière

DANS un des derniers bulletins du Conseil National du Patronat Français, M. Georges Villiers publie un éditorial consacré au problème de la productivité. Avant d'analyser son article nous constatons que pas plus que d'autres industriels et économistes capitalistes qui se sont attachés à mettre ce mot en vedette il ne se montre capable de donner une définition exacte de la productivité.

La plus courante : rapport de la production total en nombre d'heures de travail effectuées dans l'entreprise ne satisfait personne. D'autre part nous savons que dans le cadre de la société capitaliste, le but de la production, pour chaque entrepreneur capitaliste, est l'obtention d'un profit, et que ce profit repose sur la mise en œuvre de moyens de production, appartenant au capitaliste qu'à condition que cette modification technique soit pour lui **une source de profit supplémentaire** et d'un profit **suffisamment important**, compte tenu d'une part, d'un montant de l'investissement nécessaire à la réalisation de cette modification technique, et compte tenu d'autre part du profit que le montant ainsi investi serait susceptible de rapporter s'il était mis en œuvre d'une autre façon. Autrement dit, dans ce cadre, le progrès technique est lié à la rentabilité **du capital.** Aussi pour un entrepreneur capitaliste un investissement qui n'accroît pas cette rentabilité n'a pas de raison d'être réalisé, même s'il doit en résulter une augmentation de la productivité du travail.

Voyons un peu comment M. Villiers nous présente la chose : « La préoccupation si grave des échanges extérieurs, **le maintien d'un effort d'armement, condition de notre existence** (c'est nous qui soulignons N.D.L.R.)... sont autant de problèmes insolubles sans l'accroissement de la masse des biens produits corrélatifs à un abaissement des prix de revient.

.. ..

« La croisade pour la productivité dans laquelle de très nombreuses entreprises se sont engagées doit s'amplifier davantage ; mais qu'elle procède d'une développement ou d'une modernisation de l'équipement ou d'une meilleure organisation des usines dans tous les domaines, ses effets sont étroitement conditionnés par un climat de participation du personnel à l'effort commun. »

Collaboration de classe

Cet appel direct à la collaboration de classe est d'ailleurs une des rengaines les plus fréquentes de la propagande américaine dont l'organe le plus diffusé en France est « Rapports France-Etats-Unis ». Par exemple, dans son numéro de septembre cette publication laissait transparaître les désillusions des missionnaires en productivité qui étaient allés aux U.S.A. apprendre leur leçon et disait : « à leur retour des Etats-Unis les participants des missions ont retrouvé les difficultés propres à la conjoncture française, même les plus convaincus ont été assaillis par le découragement. A la simplification du travail à la standardisation, au **climat de collaboration,** qui font la force de l'industrie américaine, s'opposaient dans leur esprit la fiscalité pesante, l'étroitesse du marché, **la lutte des classes** qui handicapent l'économie française. Toutes ces difficultés paraissaient s'organiser en un cercle vicieux dont on ne voyait pas comment sortir. Ainsi le choc psychologique provoqué par les missions risquait de n'aboutir à aucun résultat concret. »

Chomage

Quels peuvent bien donc être les buts de cette campagne de productivité ? M. Villiers annonce dès maintenant que « la productivité ne doit tout entière servir au maintien de l'entreprise **et de l'emploi** » que « dans des cas qu'il souhaite extrêmes ». Nous sommes prévenus, l'offensive patronale a pour conséquence prévue de jeter dans le chômage des travailleurs de la plupart des secteurs économiques. Tout ce que prévoit M. Villiers c'est qu' « en cas de licenciement **inévitable** les chefs d'entreprise ne devront agir que « progressivement et en avertissant auparavant les ouvriers touchés par la mesure », le véritable problème consisterait au contraire à adopter dans chaque branche la variante, ou les variantes, qui combinées aux variantes adoptées dans les autres branches, permettraient d'accroître au maximum, compte tenu de l'importance du fonds d'accumulation, la productivité du travail dans l'ensemble de la société. Il s'agit donc bien de rechercher les investissements qui contribuent le plus à l'augmentation de la productivité du travail à **l'échelle sociale,** ce qui ne préoccupe pas M. Villiers.

La productivité en système capitaliste pose le problème du plein emploi, réalisable comme le constatait M. Beveridge seulement en économie de guerre.

La productivité ne retrouvera son véritable sens que dans une économie planifiée sous gestion ouvrière directe, dans une économie communiste libertaire.

Des fours crématoires pour les chômeurs

DE jour en jour le chômage grandit. Vomis par les usines métallurgiques, par les filatures, par les conserveries, par les chantiers de travaux publics, métallos, gars du bâtiment, manœuvres, ouvriers et ouvrières viennent grossir les files d'attente qui, chaque matin, s'étirent devant les portes des « Bureaux de main-d'œuvre ».

A Paris, chaque matin, des hommes et des femmes sans travail attendent, dans le quartier du Croissant, que la première édition de « France-Soir » paraisse. Alors, en pleine rue, on se plonge dans les « Petites Annonces », puis c'est la course... à celui qui sera arrivé le premier à l'atelier, au bureau, à l'usine qui cherche un ou deux employés !

Chaque jour est une désillusion. Le temps passe, les démarches quotidiennes restent stériles, les quelques malheureux billets de mille qu'on avait « devant soi » sont maintenant derrière le comptoir de l'épicier repu ou du propriété avide, les galoches des mômes ont des trous. Tout s'en mêle, on va à pied tant le métro semble cher. L'autobus, on ne peut même plus y songer.

Qui n'a pas vraiment chômé ne peut pas savoir de quoi nous parlons.

Pourtant, il est des hommes qui, n'ayant jamais connu le chômage (et pour cause !) en parlent, manient le « problème des allocations de chômage » de tout un pays, sans se préoccuper qu'ils ont entre leurs mains le sort **d'un demi-million** d'hommes et de femmes sans ouvrage.

C'est ainsi que dans sa séance du 5 novembre, les bien-nourris de l'Assemblée Nationale ont daigné écouter le rapporteur de la Commission du Travail et de la Sécurité sociale sur la situation des chômeurs en France.

Les statistiques officielles sont nécessairement faussées par le fait que de nombreux chômeurs totaux ou partiels ne se sont pas déclarés tels, pour une raison ou pour une autre, aux services de l'inspection du travail ; que, d'autre part, de nombreux travailleurs de petites entreprises, notamment des ouvrières de la couture, fourrure, manutention, gens de maison, etc..., n'étant pas déclarés à la Sécurité sociale par leurs employeurs, ne peuvent, lorsqu'ils sont touchés par le chômage, se faire inscrire dans un bureau de main-d'œuvre en vue d'être « secourus ».

Compte tenu de cette situation, on peut évaluer le nombre des chômeurs comme dépassant largement le demi-million.

Le rapport officiel n'en avoue qu'environ 400.000. Sur les 200.000 chômeurs complets du rapport, on apprend que 38.000 seulement seraient « secourus ». Quant aux 220.000 chômeurs partiels, 48.000 seulement d'entre eux « seraient susceptibles » de l'être (ce qui semble indiquer qu'ils ne le sont même pas !).

A la lecture de ce rapport, on s'aperçoit aussi que dans 35 départements français sur les 89 que comprend la métropole, **il n'existe aucun organisme de fonds de chômage.** Il n'en existe en tout et pour tout que 350 répartis sur 54 départements « favorisés »...

Quant à l'allocation versée aux rares travailleurs « secourus », elle s'élève pour les chefs de famille, chômeurs totaux, de la région parisienne (maximum) à 275 francs par jour..., pour descendre, au gré des abattements de zones, à 190 francs pour les régions les plus défavorisées.

Pour le conjoint et les personnes à charge autres que les enfants, ces derniers n'ont pas droit attendu que les allocations familiales continuent d'être versées : 120 fr. à Paris contre 85 fr. minimum de province !

Peut être, avec ces chiffres, comprendrait-on mieux la misère des plus touchés, cette misère **voulue** par les patrons et par l'Etat, cette misère sans laquelle il n'existerait pas de privilégiés, cette misère qui fait crever de faim des bébés, se suicider des vieillards, voler un pain la mère de famille, jeter en prison des jeunes gens qui voudraient vivre normalement. Cette misère qui engendre une infinie misère.

Alors, la Commission du Travail et de la Sécurité sociale, qu'on ne peut taxer de révolutionnaire, il s'en faut, demandait à l'Assemblée Nationale de voter un relèvement de l'allocation de chômage sur la base de 75 % du salaire interprofessionnel garanti, lequel est actuellement de 17.333 francs !

Bien timide cette « revendication » qui aurait porté le secours mensuel aux chômeurs totaux et partiels à la somme de 12.999 francs, soit 433 francs par jour !

Trop hardie, semble-t-il, pour pouvoir être prise en considération par les cols durs de l'Assemblée. Ceux-ci, s'appuyant sur la loi du 14 avril 1952 (art. 1er), se sont opposés à voter le projet.

Pensez donc ! ce projet aurait entraîné pour sa réalisation une dépense de 7 milliards supplémentaires pour l'année 1953 !

Or, la loi précitée stipule que les projets entraînant des dépenses sans prévoir d'économies nouvelles correspondantes seront l'objet d'une opposition.

Les mauvais esprits penseront que l'Assemblée Nationale se montre moins bégueule lorsqu'il s'agit de lâcher les 1.800 milliards des crédits militaires.

Pour la guerre capitaliste, rien n'est trop cher, mais pour les travailleurs, c'est une autre histoire.

L'Etat, pour ceux qui ne travaillent pas, n'a pas d'argent.

Les chômeurs sont contraints de vivre du produit de la solidarité ouvrière, laquelle, en raison du standard de vie prolétarien, ne peut se montrer efficace.

Les vieillards, pour lesquels l'Etat n'a rien prévu, si ce n'est une prime inférieure au crédit alimentaire d'un chien de la police. L'Etat ne veut pas les lâcher, par contre il patronne une « journée des vieillards » où chacun était invité à verser son obole, ceci dans l'habile manœuvre qui consiste à faire la charité aux vieillards, au nom de l'Etat, avec le fric de la solidarité ouvrière...

Les logements ouvriers... Est-il besoin d'en parler ? On chôme dans le bâtiment et les quelques immeubles construits et pudiquement nommés « Habitations à Loyers Modérés » sont le plus souvent vendus par appartements ou loués à des tarifs que ne peuvent supporter les budgets ouvriers. Ils profitent donc, en définitive, aux bourgeois, maîtres provisoires de la situation.

Le sort des chômeurs s'est réglé le 5 novembre. Le 5 novembre, l'Assemblée a dit « **Merde** » aux travailleurs.

Seules quelques voix se sont élevées, celle de M. Patinaud : « Mais les chômeurs mourront de faim ! » Celle de M. Minjoz : « Et l'on ferme les usines qui pourraient travailler ! ». Celle enfin, d'un humour macabre, de M. Dubois : « Construisons-leur des fours crématoires ! »

Camarades, dans aucun cahier de revendications nous n'oublierons les chômeurs et les vieux.

Toute notre énergie contre les licenciements ! 40 heures payées 48 !

SCHUMACK.

Enquête chez des locataires exploités

OUI, nous sommes exploités de la façon la plus éhontée, la plus ignoble ! Ces paroles me sont dites par une locataire du groupe d'habitations des Trois Baudets, à Hem (Nord) (groupe d'habitations édifié sous l'égide du C.I.L.) et que je suis allé visiter sur place. En premier lieu, il y eut quelques réticences : méfiance bien légitime pour des personnes habituées à être harcelées continuellement. Mais laissons les parler.

La première personne que j'interroge me fait connaître qu'étant locataire dudit lotissement depuis près de quatre ans est présentement sur le point de quitter son habitation pour retourner chez ses parents, sa situation étant désespérée. « Regardez, monsieur — me dit-elle, je reviens de Roubaix où je viens d'avoir été m'acquitter des factures du gaz et de l'électricité ; sommation m'avait été faite de payer dans les deux jours, à défaut on me coupait immédiatement le gaz et la lumière (électricité). Je me trouve donc sans un sou en poche, et mon mari ne m'apporte sa semaine que ce soir ».

Comme je faisais remarquer que nous étions samedi, elle me répondit : « Que voulez-vous ! Encore heureux qu'il puisse travailler le samedi jusqu'au soir, avec son salaire de misère nous n'en sortons déjà pas. Que ferions-nous s'il venait à devoir interrompre les heures supplémentaires ?... ».

Tout en causant, nous arrivons devant son habitation dont elle tient à me faire connaître les aîtres.

En ouvrant la porte, une désagréable surprise l'attend : la quittance de loyer (5.250 francs). « Et voilà, me dit-elle, le salaire que mon mari apportera ce soir y suffira à peine ; encore des restrictions en perspective. Pourvu que les commerçants comprennent !

« Pour nous, voyez-vous, monsieur, ce ne serait encore qu'un demi mal, mais les gosses, eux, ne doivent pas pâtir... »

Sur l'entrefaite, les petits voisins viennent chercher leurs petits camarades : des enfants pâlots et dont les vêtements élimés et étriqués dénoncent la misère.

« Misère qui s'installe ici dans presque tous les foyers ouvriers, me dit la voisine qui vient d'arriver ; on bouche un trou en n'en faisant un autre ; depuis plus de trois ans, combien ont déjà quitté ces maisons soi-disant bâties pour l'ouvrier, mais où ils n'y ont trouvé que la misère. Seuls, les fonctionnaires, les hommes en place peuvent prétendre à y vivre et y jouir du confort moderne.

« Avec cela, aucune compréhension du côté des dirigeants. Que ce soit ceux du « Toit familial » ou de « Notre maison », etc., la même rapacité les anime, le retard amène la sommation par huissier et les frais augmentent de tant, alors on se prive pour payer. Mais de leur côté, ces messieurs les directeurs et gros employés mènent grand train ; sur quelques années, leur situation s'est bien assise : voiture, villa, etc... Nous, par contre, nous avons des palpitations chaque fois que l'on heurte à la porte, par appréhension de ce qui va encore nous tomber sur les reins. »

Un voisin qui revient de l'hôpital me dit :

« Plus moyen d'en sortir, la misère, les privations amènent la maladie, et alors c'est la situation inextricable, on ne s'y retrouve plus. Ah ! ils savaient ce qu'ils faisaient, les patrons, en subventionnant ces sociétés, elles leur rapportent des profits énormes et nous maintiennent en tutelle par l'état misérable où elles nous mettent. Et que faire ? »

Que faire ? Voilà la question que partout on peut entendre. Elle dénote présentement chez le prolétariat son peu de confiance aux partis politiques, mais aussi sa volonté de trouver le chemin de sa libération, avec encore le doute de pouvoir accéder à son émancipation par son action propre. Ce qui incombe à nous, communistes libertaires, de lui faire connaître, ainsi que les possibilités énormes qui résident en l'unité du prolétariat libéré de la tutelle des politiciens.

Il faut donc, en ce qui vous concerne, locataires des C.I.L., vous grouper et prendre en commun la décision d'engager l'action pour le combat des loyers (ceci en premier lieu). Les revendications, les actes isolés, ne peuvent aboutir. Mais il est grand temps de sortir de votre expectative. Les alouettes rôties n'ont jamais tombé dans la bouche de personne. Et il ne vous est plus possible de continuer dans de pareilles conditions.

Attendre quoi ? Les interventions au sein des commissions paritaires, où les représentants des salariés et appointés, s'ils n'ont pas la possibilité de pouvoir intervenir efficacement, ne devraient pas continuer à couvrir de leur présence une des formes de l'exploitation capitaliste ! Et je me demande ce que peut bien faire dans cette galère M. Tétaert qui est, je crois, de la section employés C.G.T.-F.O. de Roubaix (1) ?... Peut-être n'est-il pas au courant des faits ? Dans ce cas je lui recommande vivement de chercher à savoir. Visiter les groupes C.I.L. du dehors, c'est très bien, les bâtiments neufs, l'agencement, flattent la vue, créent une perspective agréable. Mais comme me l'ont dit les locataires que j'ai pu voir, derrière ces belles façades, bien souvent la soupière est vide. Et pour nous c'est cela qui compte.

L'homme a droit à un toit et aussi à sa subsistance ! Tout individu qui s'oppose à ces droits naturels commet un crime envers l'humanité. C'est pour cela que forts de ces principes tous les travailleurs exploités des C.I.L. se doivent d'engager l'action pour faire aboutir leurs légitimes revendications.

C'est aux pouvoirs publics à pourvoir au logement de leurs administrés. On parle continuellement de milliards. Les gros magnats de l'industrie également disposent de fortunes fabuleuses. C'est à eux de payer, et ils ne rendront qu'une infime partie des richesses gagnées par ceux-là même qu'ils veulent encore exploiter doublement.

NEIGHER.

(1) *M. Gabriel Tétaert, employé à la mairie de Roubaix, socialiste S.F.I.O., syndicaliste F.O., fait partie de la commission paritaire du C.I.L. de Roubaix, en tant que vice-président. Ecrit dans la revue C.I.L. de nombreux articles vantant les bienfaits de ces réalisations sociales ! ? ... Mais semble avoir oublié ses propres origines sociales. (Il doit avoir lui aussi franchi le Rubicon).*

POUR LA COORDINATION DÉMOCRATIQUE DE L'ACTION SYNDICALE

Le protocole d'accord du Comité de Liaison Intersyndical de la Loire

NOUS publions ci-dessous le protocole d'accord du Comité de liaison intersyndical de la Loire qui nous paraît être une phase intéressante du regroupement syndical. Nous pouvons regretter que les travailleurs C.G.T. n'y aient point leur place, mais comprendre aussi que la tactique de « *la volaille à plumer* » chère aux dirigeants confédéraux staliniens a été l'obstacle à un élargissement de ce Comité de liaison.

Souhaitons toutefois que tous les travailleurs de la Loire y participent ne serait-ce que pour développer cette initiative heureuse à l'échelle d'une véritable liaison ouvrière qui, sans être limitée par les parois du syndicalisme, aura la possibilité de résoudre en les dépassant les problèmes posés au syndicalisme actuellement. Souhaitons que cette liaison s'achemine vers la véritable unité ouvrière par respect au profond désir de la base.

PROTOCOLE D'ACCORD

I. — COMPOSITION

L'Union départementale F.O., l'Union départementale C.F.T.C., les sections départementales de la F.E.N. et du S.N.I., l'Union locale C.N.T. ont constitué un *Comité de liaison des organisations syndicales de la Loire pour la coordination démocratique de l'action syndicale.*

II. — BUT : ETUDES EN COMMUN

Le Comité de liaison a pour objet de permettre aux représentants de chacune des organisations qui conserve d'autre part son entière autonomie :

1° L'étude en commun de toutes les questions intéressant les travailleurs ;

2° L'étude des moyens d'action pour l'aboutissement des objectifs sur lesquels un accord est intervenu.

III. — PENSEE DIRECTRICE

Le Comité de liaison ne saurait s'assimiler à un cartel organique prenant position publiquement ou donnant des mots d'ordre par-dessus la tête des organisations composantes.

Chacune des organisations participantes admettant le pluralisme syndical actuel comme une nécessité de fait, mais non comme une fin en soi, s'engage à rechercher les moyens de jeter loyalement les bases d'un syndicalisme indépendant des domaines politiques et religieux.

IV. — MOYENS D'ACTION

Devant tout événement social important et en faveur de toute revendication générale, une des organisations composantes du Comité de liaison peut prendre l'initiative de le convoquer en vue de décider les moyens d'action communs sur des buts déterminés et précis.

Les décisions d'action commune devront, chaque fois, donner lieu à un cartel d'action précis et bien limité par un accord spécial entre les participants, le titre de Comité de liaison d'ordre intérieur ne devant jamais être utilisé.

Cette formule sur les moyens d'action garantit à la fois :

1° L'indépendance de chaque organisation dans son cadre confédéral ou national, qui pourra librement participer ou non, suivant sa discipline propre, au cartel d'action en question ;

2° La pérennité du Comité de liaison, organisme consultatif de rencontre et d'études en commun, qui devra continuer à fonctionner, même si les organisations composantes prennent en toute liberté des positions différentes dans un mouvement social donné.

V. — FONCTIONNEMENT

a) Chaque délégation comprend trois titulaires et trois suppléants ;

b) La présidence et le secrétariat sont assurés à tour de rôle par chacune des organisations. L'organisation à qui échera le tour de présidence aura l'initiative de la convocation dans son propre local ;

c) Le fonctionnement dudit Comité laissera intacte l'autonomie de chacune des organisations dans leur confédération ou organisation respective.

Le droit des vieux... MOURIR !

Pas droit à la carte d'économiquement faible

Parce qu'elle n'avait pu obtenir la carte des économiquement faibles, Mme Elisabeth Massé, 75 ans, demeurant à Saint-Clément-des-Baleines, Ile de Ré, a mis fin à ses jours en se jetant dans un puits.

Sans ressources

Mme Edwige Plaat, âgée de 55 ans, habitant à Toulouse, a mis fin à ses jours la nuit dernière, à son domicile, en tentant d'entraîner avec elle dans la mort son ami, M. Robert Meyer, 55 ans, qui vivait avec elle depuis plusieurs années.

Dans des lettres adressées à sa sœur, au commissaire de police et au médecin légiste, Mme Plaat fait part de sa détermination de mettre fin à ses jours et de tuer son compagnon, ainsi que son chien auquel elle était très attachée.

La misère et la maladie sont les causes de ce drame ; le couple ne disposait que de maigres ressources qui ne lui permettaient pas de vivre décemment et de soigner les maux et les infirmités dont le couple souffrait depuis un certain temps.

M. Robert Meyer a succombé quelques heures plus tard à une crise cardiaque provoquée par l'intoxication.

Las d'une vie misérable

Le noyé retrouvé dans l'Allier, à Cournon, près de Clermont-Ferrand, a été identifié. Il s'agit de M. Marcel Legros, 63 ans, pensionnaire de l'hôpital général de Clermont-Ferrand, qui s'était suicidé.